

Unité départementale de la Côte-d'Or
21 Bld Voltaire
CS 27912
21035 Dijon

Dijon, le 23/09/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 07/08/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

ELIMINAT.DECHETS INDUSTR.BOURGOGNE

5 BOULEVARD BEAUREGARD
21600 Longvic

Références : 2025-380
Code AIOT : 0005402664

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 07/08/2025 dans l'établissement ELIMINAT.DECHETS INDUSTR.BOURGOGNE implanté 5 BOULEVARD BEAUREGARD 21600 LONGVIC. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ELIMINAT.DECHETS INDUSTR.BOURGOGNE
- 5 BOULEVARD BEAUREGARD 21600 LONGVIC
- Code AIOT : 0005402664
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

L'établissement EDIB à LONGVIC est spécialisé dans le traitement de déchets dangereux. Il est classé Seveso Seuil Haut et IED.

Thèmes de l'inspection :

- AN25 Prélèvements envtx

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	État des matières stockées – Cas général	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	Demande d'action corrective	3 mois
2	État des stocks – Inflammables A et Seveso	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
3	État des stocks – Inflammables A et Seveso	Arrêté Ministériel du 04/10/2000, article 50	Demande d'action corrective	3 mois
4	Liste des produits de décomposition	Arrêté Ministériel du 12/12/2004, article 9	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
5	Liste des substances recherchées et milieux associés	Arrêté Ministériel du 12/12/2004, article 5	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
6	Stratégie de prélèvement	Arrêté Ministériel du 26/05/2004, article 5	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant doit mener un travail de fond afin d'identifier pour chaque matière dangereuse et déchets dangereux présent sur son site, les mentions de dangers associées et mettre à disposition des différents services de l'état un état des stocks complet et détaillé.

L'exploitant doit également mener un travail important de mise à jour de son plan d'opération interne afin d'intégrer les démarches à réaliser dans le cadre des premiers prélèvements environnementaux en cas d'incendie sur le site.

Ce travail passera notamment par une formalisation de l'organisation mise en place sur le site.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : État des matières stockées – Cas général

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49
Thème(s) : Risques accidentels, Etat des matières
Prescription contrôlée : Les dispositions du présent article sont applicables à l'ensemble des installations relevant du régime de l'autorisation. L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées. L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent ou tout autre document équivalent. Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires.
Constats : Le site étant une installation de traitement de déchets dangereux, les déchets présents sur site ne disposent pas de fiches de données de sécurité (FDS). Au vu de l'activité principale du site, l'inspection n'a pas vérifié la présence des FDS des produits qui sont stockés sur site. L'exploitant réalise via une plateforme dématérialisée un inventaire des produits présents sur son site. Cet inventaire est réalisée par zone. Dans chacune des zones, y sont référencés à la fois les déchets dangereux mais également les matières et déchets combustibles. L'exploitant déposera sur la plateforme dématérialisée un plan de son site avec les différentes zones identifiées. Non conformité : Cette plateforme ne permet pas une extraction des données qui y sont contenues. L'exploitant peut, pour certaines zones (cuveries, etc.), donner un accès à une personne extérieure à l'entreprise mais pour certaines zones (DEEE, Pompage, Atelier A3B, Zone fosse, etc.), il ne lui est pas possible de donner un accès à une personne extérieure.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant s'assurera qu'il dispose de l'ensemble des fiches de données de sécurité des matières dangereuses présentes sur son site.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : État des stocks – Inflammables A et Seveso

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50

Thème(s) : Risques accidentels, Etat des matières

Prescription contrôlée :

Le présent article est applicable aux installations relevant de l'article L. 515-32 du code de l'environnement ainsi qu'aux installations soumises à autorisation au titre de l'une des rubriques 1436, 2718, 4330, 4331, 4722, 4734, 4742, 4743, 4744, 4746, 4747 ou 4748 de la nomenclature des installations classées. L'état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants :

1. Servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Pour les matières dangereuses, devront figurer a minima les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées. Pour les produits, matières ou déchets, autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement. Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance.

Constats :

Sur la plateforme dématérialisée (cf. point de contrôle n°1), l'exploitant indique pour chaque famille de matières présentes dans une zone, la quantité présente.

Non conformité :

L'état de stocks n'indique pas les mentions de dangers des matières et déchets présents sur site. L'exploitant n'a pas défini de typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie pour les produits et déchets autres que les matières dangereuses. Cet état n'est pas tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires (cf. point de contrôle n°1).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : État des stocks – Inflammables A et Seveso

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2000, article 50
Thème(s) : Risques accidentels, Etat des matières
Prescription contrôlée : <p>Le présent article est applicable aux installations relevant de l'article L. 515-32 du code de l'environnement ainsi qu'aux installations soumises à autorisation au titre de l'une des rubriques 1436, 2718, 4330, 4331, 4722, 4734, 4742, 4743, 4744, 4746, 4747 ou 4748 de la nomenclature des installations classées. L'état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin. L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, d'accident, de pertes d'utilité ou de tout autre évènement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions. Pour les matières dangereuses, cet état est mis à jour a minima de manière quotidienne. Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante. L'état des matières stockées est référencé dans le plan d'opération interne lorsqu'il existe. Les dispositions de l'article 47 sont applicables à compter du 1er janvier 2022.
Constats : <p>Non conformité : L'exploitant ne dispose pas d'un état sous format synthétique permettant de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage.</p> <p>L'état des stocks n'est pas référencé dans le plan d'opération interne.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Liste des produits de décomposition

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/12/2004, article 9
Thème(s) : Actions nationales 2025, Produits de décomposition
Prescription contrôlée : <p>La liste des produits de décomposition susceptibles d'être émis en cas d'incendie, visée au c du 2 du I de l'annexe III est adressée au préfet lors de l'élaboration, de la révision ou de la mise à jour d'une étude de dangers, et lorsque cette étude est soumise au réexamen visé à l'article R. 515-98,</p>

au plus tard le 30 juin 2025. Le plan d'opération interne est mis à jour dans le même délai.

Constats :

L'exploitant a transmis le 28 février 2025, sa notice de réexamen quinquennale de son étude de dangers.

Non conformité :

L'exploitant n'a pas établi la liste des produits de décomposition susceptibles d'être émis en cas d'incendie.

L'exploitant n'a pas mis à jour son plan d'opération interne.

L'exploitant réalisera l'identification des produits de décomposition susceptibles d'être émis en cas d'incendie sur la base des guides techniques disponibles.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Liste des substances recherchées et milieux associés

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/12/2004, article 5

Thème(s) : Actions nationales 2025, Contenu POI

Prescription contrôlée :

« Pour les établissements visés par l'article L. 515-32 du code de l'environnement, le plan d'opération interne comprend notamment :

- les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Le plan d'opération interne précise : les substances recherchées dans les différents milieux et les raisons pour lesquelles ces substances et ces milieux ont été choisis ; [...] »

Annexe V - i) [...]Ce point est applicable aux plans d'opération interne ou à leurs mises à jour postérieurs au 1er janvier 2023.

Constats :

En application de l'article 9 de l'arrêté ministériel du 26/05/14 relatif à la prévention des accidents majeurs dans les installations classées mentionnées à la section 9, chapitre V, titre Ier du livre V du code de l'environnement, l'exploitant devait mettre à jour son POI lors de la remise de la notice de réexamen de son étude de dangers, soit le 28 février 2025.

L'exploitant n'a pas défini les substances recherchées dans les différents milieux et les raisons pour lesquelles ces substances et ces milieux ont été choisis et ne sont donc pas intégrées au plan d'opération interne (POI).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

N° 6 : Stratégie de prélèvement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2004, article 5

Thème(s) : Actions nationales 2025, Contenu POI

Prescription contrôlée :

Pour les établissements visés par l'article L. 515-32 du code de l'environnement, le plan d'opération interne comprend notamment :

- les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Le plan d'opération interne précise : [...]
- les équipements de prélèvement à mobiliser, par substance et milieux ;
- les personnels compétents ou organismes habilités à mettre en œuvre ces équipements et à analyser les prélèvements selon des protocoles adaptés aux substances à rechercher.

L'exploitant justifie de la disponibilité des personnels ou organismes et des équipements dans des délais adéquats en cas de nécessité. Les équipements peuvent être mutualisés entre plusieurs établissements sous réserve que des conventions le prévoyant explicitement, tenues à disposition de l'inspection des installations classées, soient établies à cet effet et que leur mise en œuvre soit compatible avec les cinétiques de développement des phénomènes dangereux. [...]

Annexe V - i) [...] Ce point est applicable aux plans d'opération interne ou à leurs mises à jour postérieures au 1er janvier 2023.

Constats :

En application de l'article 9 de l'arrêté ministériel du 26/05/14 relatif à la prévention des accidents majeurs dans les installations classées mentionnées à la section 9, chapitre V, titre Ier du livre V du code de l'environnement, l'exploitant devait mettre à jour son POI lors de la remise de la notice de réexamen de son étude de dangers, soit le 28 février 2025.

L'exploitant a indiqué à l'inspection que les premiers prélèvements étaient réalisés par le personnel du site. L'exploitant dispose de trois malles afin de réaliser ces prélèvements :

- deux malles contenant chacune un détecteur à photo-ionisation (PID) qui permet de détecter notamment des composés organiques volatils ;
- une malle contenant un détecteur 5 gaz (dioxyde de soufre, cyanure d'hydrogène, sulfure d'hydrogène, dioxyde d'azote, ammoniac).

L'exploitant dispose d'une procédure pour l'utilisation de ces détecteurs.

Non conformité :

Le plan d'opération interne ne précise pas :

- les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site ;
- les équipements de prélèvement à mobiliser, par substance et milieux ;
- les personnels compétents ou organismes habilités à mettre en œuvre ces équipements et

<p>à analyser les prélèvements selon des protocoles adaptés aux substances à rechercher. L'exploitant n'a pas justifié de la disponibilité en permanence de son personnel pour réaliser les premiers prélèvements environnementaux dans des délais adéquats.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant placera la procédure d'utilisation des détecteurs dans les malles.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>